

Initiatives ministérielles

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, je suis heureuse que vous m'ayez accordé la parole. Avec les cris que se lançaient entre eux les députés à ma gauche et ceux d'en face, je me demandais si j'arriverais à placer un mot, spécialement avec le bruit que faisaient les députés à ma gauche.

Ce projet de loi ne me plaît pas. J'ai beaucoup de réserves sur la façon dont le gouvernement a procédé avec les paiements de transfert. Je sais bien qu'il y a beaucoup de problèmes et qu'il n'existe pas de solution facile. Je sais aussi que nous n'allons pas appuyer ce projet de loi.

• (1310)

D'un autre côté, je suis assez réaliste pour me rendre compte que les gouvernements provinciaux ont grandement besoin des fonds visés dans ce projet de loi en particulier. Il est très bien d'imposer le projet de loi, mais non d'en retarder inutilement l'adoption, parce que chaque jour qui passe oblige les provinces à emprunter les fonds qu'elles ne reçoivent pas, et cela ne fait peut-être qu'accroître la difficulté qu'elles ont à satisfaire aux besoins des gens. N'oublions pas que ces fonds sont destinés à aider les gens.

J'ai écouté les interventions du député de Port Moody—Coquitlam au sujet de cet amendement. Les personnes à ma gauche semblaient particulièrement préoccupées par la TPS et les possibilités de son harmonisation. Elles accusent bien sûr le gouvernement d'avoir dans ce projet de loi introduit un élément qui faciliterait l'harmonisation. Cela n'a pourtant rien d'étonnant, car le gouvernement conservateur a dit depuis le début qu'il souhaite l'harmonisation avec les régimes provinciaux de taxe de vente d'un bout à l'autre du pays.

Je me demande si les néo-démocrates fédéraux n'ont pas reçu de l'information à la source de la part de certains de leurs chefs de parti provinciaux qui seraient enclins à accepter cette harmonisation. Ils ont peut-être perdu le contrôle de leurs ailes provinciales, et il y a lieu de croire que l'Ontario et la Colombie-Britannique, dont le gouvernement est maintenant néo-démocrate, seraient peut-être sur le point d'harmoniser leur régime de taxe de vente avec celui du gouvernement fédéral.

Je ne puis comprendre autrement cette grande crainte et cette harangue des néo-démocrates à ma gauche au sujet de l'harmonisation. Il me semble qu'il leur suffirait tout simplement d'appeler M. Bob Rae, qui, en bon néo-démocrate, leur dirait qu'il n'est absolument pas question d'harmoniser, et de faire la même chose avec le premier ministre de la Colombie-Britannique. Je n'arri-

ve donc pas à comprendre pourquoi ce grand débat sur l'harmonisation. Je penserais qu'ils sont parfaitement en mesure de maintenir leur idéologie au sein de leur parti et de s'assurer que cela ne se produise certainement pas, du moins en Ontario et en Colombie-Britannique.

J'ai l'impression que c'est moins simple que cela en a l'air quand on entend ce débat qui traîne en longueur à ce sujet. J'aimerais bien avoir cette information à la source que le député possède et qu'ils possèdent peut-être tous, car cela nous permettrait certainement de nous préparer pour ce qui s'en vient. Beaucoup d'entre nous n'avons aucune idée de ce qui se prépare et ne sommes certes pas les confidents des gouvernements néo-démocrates de ces provinces. Nous ignorons certes quelles sont leurs intentions en matière d'harmonisation, mais à en juger par les protestations des néo-démocrates fédéraux, j'ai l'impression que c'est dans ce sens que ces gouvernements s'engageront dans un avenir pas très lointain. Voilà pourquoi ils craignent que la mesure à l'étude comporte des dispositions qui pourraient faciliter cette harmonisation.

Je ne continuerai pas de parler plus longtemps, car je ne veux pas retarder l'étude du projet de loi. Je voudrais que les gens, qui sont les véritables bénéficiaires des fonds qui sont transférés, puissent toucher cet argent aussitôt que possible, car il y a beaucoup de pauvreté et de privations sur le terrain.

Le président suppléant (M. Fee): La parole est au député de Timiskaming.

M. Rodriguez: Il n'était pas à sa place quand je me suis levé. J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

Je ne veux pas critiquer la présidence, mais quand on accorde la parole à un député, il devrait être à sa place, n'est-ce pas?

M. MacDougall: Monsieur le Président, je ne m'oppose pas à ce que le député de Nickel Belt prenne la parole. Au contraire, il va me donner des idées pour mon discours.

Le président suppléant (M. Fee): Dans ce cas-là, la parole est au député de Nickel Belt.

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, le député aura besoin de toutes les idées qu'il peut recueillir s'il veut remporter les prochaines élections à Timiskaming, à n'en pas douter.

Je tiens à appuyer les amendements proposés par le député d'Essex—Windsor. Le député a cerné le problème que pose l'harmonisation, principe que le gouvernement fédéral veut convaincre les provinces d'appliquer en ce qui concerne la TPS.